



1er juillet 2015

GRRRR!

- 5ème année de gel du point d'indice pour les fonctionnaires...

- 5 ans d'appauvrissement jamais vu depuis 1945 pour 5 millions de salariés !



Le débat public se caractérise le plus souvent, hélas, par un flot caricatural d'idées reçues s'agissant des fonctionnaires, et laisse trop souvent la part belle à des constats et statistiques partiels et partiels. Leurs rémunérations et la part de la masse salariale dans la dépense publique n'échappent évidemment pas à ces travers.

On ne rappellera donc jamais assez que les fonctionnaires, bien qu'agents publics avec le statut particulier que cela implique, sont avant tout des salariés. Et pour l'immense majorité d'entre eux, ce sont des salariés de classe modeste et moyenne partageant les mêmes difficultés que celles de leurs homologues du secteur privé. Ce ne sont pas des rentiers ni des bénéficiaires de stocks-options et autres ; et les fonctionnaires, eux, vivent et dépensent leur revenu en France sans risque d'expatriation incivique pour ne pas remplir leur devoir fiscal...

Le 1er juillet 2015 sera la date du 5ème et triste anniversaire du gel de la valeur (4,63 € mensuels bruts) du point d'indice qui sert à calculer la rémunération de base des fonctionnaires.

A cette occasion, **Solidaires Finances souhaite donc dénoncer publiquement une politique d'appauvrissement** jamais vue dans l'histoire récente, et déconnectée de la réalité économique.

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Evolution du PIB en € constants	%	2,1%	0,3 %	0,3%	0,2%	1,2%
Salaire net moyen dans la Fonction publique d'État en € constants	+ 0,8 %	- 0,1 %	- 0,8 %	- 0,7 %	- ? %	- ? %
Inflation	1,5 %	2,1 %	2 %	0,9 %	0,5 %	0,6 %

Ensemble des chiffres issues des données INSEE. Valeurs prévisionnelles pour 2015.

Comme le démontre le tableau de synthèse ci-dessus, la politique initiée par N. Sarkozy et poursuivie par F. Hollande et leurs gouvernements depuis 2010, conduit bien à un appauvrissement des salariés fonctionnaires, alors même que la richesse produite comme les prix poursuivent leur hausse.

Les fonctionnaires ne sont pas responsables de la crise et n'ont pas plus à payer pour les banquiers que les salariés du secteur privé.

Les fonctionnaires ne sont pas non plus responsables de la dette et des déficits publics : la masse salariale des fonctionnaires représentait 11,3 % du PIB dans les années 1980, elle représente 11,4 % dans les années 2000. Sachant que tout travail mérite salaire et que la charge de travail s'est accrue...

Solidaires Finances appelle donc l'ensemble des animateurs du débat public à mettre fin au silence assourdissant accompagnant cette politique jamais vue depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Solidaires Finances demande au gouvernement d'enfin entendre les revendications légitimes des agents publics et d'avoir enfin la décence de retrouver la voie d'une politique salariale qui permette à tout le moins de rattraper les pertes de pouvoir d'achat subies depuis 5 ans par 5 millions de salariés et leurs familles !

1er juillet 2015